

Le « ras-le-bol fiscal » bien ancré chez les Français

Le baromètre de la Cour des comptes montre que les trois quarts d'entre eux trouvent les impôts trop élevés et que 67% sont critiques sur l'utilisation qui en est faite.

Les baisses d'impôts dont se prévaut la majorité au pouvoir depuis 2017 n'y changent rien : les Français considèrent qu'ils sont trop taxés. Quelque 75 % des personnes interrogées par le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO) pensent que le niveau d'imposition en

France est trop élevé. C'est autant qu'il y a deux ans. Les faits ne leur donnent pas complètement tort : il y a quelques semaines, l'OCDE confirmait dans une étude que la France était repassée championne de la pression fiscale en 2022, devant le Danemark.

Cette allergie à l'impôt complique la tâche du gouvernement de redressement des finances publiques. Pour y parvenir, il doit miser sur la croissance de l'économie et les recettes supplémentaires qu'elle engendre. Or les derniers chiffres de l'Insee font état d'une

faible progression de l'activité en France en 2023 (+0,9%) et d'une stagnation depuis l'été dernier. L'objectif de Bercy d'une croissance de 1,4% pour cette année apparaît d'ores et déjà difficile à atteindre. Le FMI en a pris acte, avec une prévision de seulement 1%.

→ L'ÉCONOMIE FRANÇAISE DANS UN ÉTAT LÉTHARGIQUE PAGE 20

L'ÉVÈNEMENT

Le « ras-le-bol fiscal » toujours bien ancré chez les Français

Julie Ruiz Perez

Selon un baromètre de la Cour des comptes, les trois quarts des interrogés trouvent les impôts trop élevés et 67% sont critiques sur l'utilisation qui en est faite.

Le « ras-le-bol fiscal » semble résister à toutes les modes. Catapultée dans le débat public il y a plus de dix ans par un ministre des Finances socialiste, l'expression garde toute sa pertinence, selon le baromètre 2023 des prélèvements fiscaux publié ce mardi par un organe de la Cour des comptes, que préside justement aujourd'hui cet ancien ministre, Pierre Moscovici.

« Cette expression pour moi, c'est un peu comme le *sparadrac* du Capitaine Haddock, plaisante, débonnaire, le premier président de l'institution. Mais je n'ai pas jamais changé d'avis. » Les Français confirment encore une fois aujourd'hui l'intuition de l'homme politique. Ils considèrent, sans surprise, qu'il y a trop d'impôts.

Quelque 75 % des interrogés dans cette deuxième édition du baromètre du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO) pensent que le niveau d'imposition en France est trop élevé. C'est autant qu'il y a deux ans.

Si dire que les Français sont « trop » taxés relève de l'opinion de chacun, les faits démontrent que les Français sont en tout cas « très » taxés. Il y a quelques semaines, l'OCDE confirmait dans une étude que la France était repassée championne de la pression fiscale en 2022 (devant le Danemark qui l'avait devancée en 2021), avec des recettes fiscales totales qui représentent 46,1% du PIB. Et ce, même si la majorité au pouvoir depuis 2017 revendique que les baisses d'impôts sont dans son « ADN ». Dans cette période, où la macronie semble chercher un cap politique de crises en remaniements, la

France risque pourtant de ne pas céder sa place sur le podium de sitôt. Après un premier quinquennat durant lequel les impôts ont baissé de près de 50 milliards, les perspectives sur ce sujet d'ici 2027 semblent beaucoup moins ambitieuses. Outre la désormais fameuse baisse d'impôts de 2 milliards pour les classes moyennes, le gouvernement a annoncé la suppression d'un impôt de production la CVAE (environ 4 milliards restants), d'ici la fin du quinquennat. En revanche, la promesse électorale de baisser les impôts sur les donations successions a été mise de côté.

Tout n'est pas perdu pourtant sur le front de l'opinion sur la fiscalité, dans la mesure où les Français sont un peu moins sévères sur leur situation personnelle que sur la pression fiscale générale dans le pays. Ainsi, « seule-

ment» 63 % de Français interrogés estiment qu'ils paient trop d'impôts, un bon tiers (33 %) considère qu'ils payent juste ce qu'il faut et 3 % pensent qu'ils devraient payer plus. «*La différence entre les deux mesures vient essentiellement des 40 % des ménages les plus modestes, qui peuvent trouver que le niveau général d'imposition est trop élevé en France mais qui ne pensent pas que les impôts qu'ils payent personnellement soient trop élevés*», analyse le CPO.

Justement, l'étude pointe aussi un retournement vis-à-vis de la perception du niveau de redistribution du système fiscal-social français. Seule une minorité de sondés (47 %) pensent désormais que le système redistribue les revenus de manière insuffisante (contre 55 % en 2021).

À l'inverse, ils sont 32 % à juger cette redistribution trop importante (contre 27 % en 2021). Pierre Moscovici donne une double explication à ce mouvement. La première, «*optimiste*», voudrait que les Français comprennent mieux les mécanismes d'un système qui est effectivement très redistributif - une récente étude de l'Insee démontrait récemment qu'en 2019, 57 % des Français recevaient davantage qu'ils ne versaient. L'autre hypothèse verrait dans ces résultats le symptôme d'une «*droitisation*» générale de l'opinion.

Mais les Français ne sont pas à une subtilité près. S'ils aimeraient payer moins d'impôts, ils ne souhaitent pas le faire au détriment de la qualité des prestations et des services publics. «*Seule une minorité des sondés accepterait une baisse des dépenses publiques contre une baisse de leurs impôts*», précise le baromètre. Ce qui pose ainsi une insoluble équation aux responsables politiques. Il s'agirait de répondre à la demande de services publics sans augmenter les ressources. Le président de la République rêvait, lors de sa récente conférence de presse, de résoudre ce dilemme par «*l'activité*». Pour l'heure, la croissance est à l'arrêt (voir ci-dessous). Pire encore, les fruits de ce lourd système fiscal commencent à être décevants. Pour l'année 2023, les recettes nettes du

budget général sont inférieures de 7,8 milliards d'euros aux prévisions. L'autre option pour trouver de l'argent public, l'emprunt, est quant à elle dangereuse à une époque où la dette culmine au-dessus des 3 000 milliards et où les taux restent hauts.

La plupart des personnes interrogées par le CPO pensent néanmoins qu'il serait possible d'améliorer les prestations et les services publics à moyens constants, voire en baissant les impôts. Seuls 7 % d'entre eux considèrent qu'il est absolument nécessaire de relever la pression fiscale pour améliorer le service public. Le fond du problème, que dessine l'étude, c'est avant tout une perception très sévère de la qualité de l'utilisation de l'argent public : 67 % des Français sont de plus en plus insatisfaits sur ce point, ils étaient 64 % en 2021. À la loupe, les interrogés font majoritairement confiance aux collectivités locales pour utiliser efficacement leur argent (68 % pour les communes et 58 % pour les départements et les régions). L'Union européenne n'inspire en revanche confiance qu'à 37 % des Français. Bon dernier, l'État ne recueille que 32 % d'opinion positive sur la manière dont il dépense les deniers du contribuable. ■



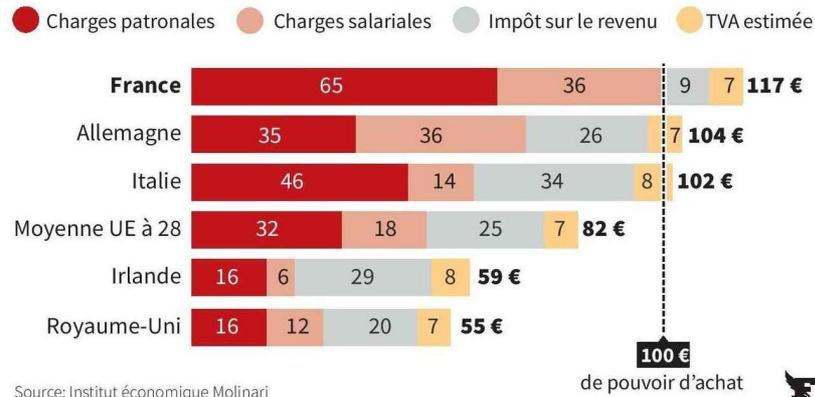
» Lire aussi **PAGE 16**

« Quand on taxe tout, très vite, il n'y a plus rien à taxer et on ne taxe plus rien du tout »

Gabriel Attal Premier ministre, lors de son discours de politique générale, où il a également réaffirmé la promesse présidentielle de baisse d'impôts pour les classes moyennes

En France, plus de charges que de pouvoir d'achat

Charges et impôts pour 100 € de pouvoir d'achat réel en 2023, en euros



Source: [Institut économique Molinari](#)



Les recettes fiscales totales françaises représentent 46,1% du PIB.

FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO